



Politique agricole commune : «Servir l'intérêt général plutôt que l'agrobusiness»

Dans une tribune au Parisien-Aujourd'hui en France, « La plateforme Pour une autre PAC » invite paysans et citoyens à se rassembler le 22 octobre devant le Parlement européen à Strasbourg.

« La plateforme Pour une autre PAC », qui rassemble 38 organisations paysannes, environnementales, de bien-être animal, de solidarité internationale et de citoyens-consommateurs.

Mardi prochain, le [candidat à la fonction de commissaire européen à l'agriculture, Janusz Wojciechowski](#), sera auditionné par les eurodéputés, qui devront juger de son adéquation au poste. Qui est-il ?

D'un côté, à la Cour des comptes européenne, il a soutenu des positions audacieuses sur le bien-être animal, les petites fermes, et dénoncé le manque d'ambition écologique des propositions de la Commission pour la réforme de la politique agricole commune (PAC). D'un autre côté, il émane d'une famille politique à l'ambition environnementale minime et hostile à un cadre européen fort. Les eurodéputés obtiendront-ils de lui assez de garanties pour lui accorder leur confiance ?

Par ailleurs, Frans Timmermans, probable vice-président de la Commission chargé de la stratégie verte de l'UE, devrait poser les fondements d'une politique alimentaire intégrée, « de la fourche à la fourchette ». Cela permettrait une convergence cohérente entre agriculture, santé, environnement, bien-être animal et développement. Une perspective dans laquelle la réforme de la PAC doit s'inscrire.

Enfin, Phil Hogan, ancien commissaire à l'agriculture, chantre du libre-échange et de la dérégulation, passerait au commerce, ce qui est inquiétant pour la souveraineté alimentaire globale. En résumé, ces choix augurent d'un difficile exercice d'équilibre pour la nouvelle Commission si elle veut se montrer à la hauteur de l'enjeu vital auquel nous faisons face !

Aujourd'hui en Europe, les campagnes sont dans l'impasse du modèle productiviste. Au lieu d'être nourricière, l'agriculture est majoritairement organisée comme une industrie : productions uniformisées niant la diversité des territoires, concurrence internationale exacerbée, chimie de synthèse et mécanisation systématisées, négation de la sensibilité et des besoins des animaux, obsession quantitative et non qualitative... Les feux de cet été en Amazonie, liés notamment à nos importations de soja, ont rappelé les conséquences écologiques folles de cette course au moindre coût économique.

Ce faisant, l'agriculture industrielle a significativement appauvri les savoir-faire locaux des paysans, [ignoré le bien-être animal](#), dégradé la biodiversité, altéré la fertilité du sol et contribué à la crise climatique. Le modèle productiviste a un temps fait illusion mais aujourd'hui les rendements et les revenus des paysans sont à la baisse. L'impasse est totale : environnementale, sociale, sanitaire, culturelle et éthique.

En soutenant ce modèle, la PAC nous mène à l'échec. Aujourd'hui, elle incite les agriculteurs à produire plus, sur des surfaces toujours plus grandes, pour une rentabilité toujours plus faible : [nombre d'entre eux ne s'y retrouvent plus et ne s'en sortent pas](#).

En parallèle, soutenant des « fleurons » de l'agroalimentaire avec l'argent public, la PAC contribue aux prix artificiellement bas de nos exportations dans les pays du Sud dont elle sape l'agriculture vivrière, tout en ralentissant l'essor d'alternatives justes, saines et durables chez nous. La PAC est en cours de réforme. Celle-ci doit être radicale pour sortir de l'impasse !

Pour une autre PAC propose d'utiliser les milliards d'euros de la PAC pour une transition effective de l'agriculture européenne. En moins de dix ans, nous pouvons accompagner tous les producteurs vers l'agroécologie paysanne, notamment via l'agriculture biologique. C'est possible et indispensable ! Cela rétablira aussi la confiance entre paysans et consommateurs.

L'avenir de notre agriculture et de notre alimentation est entre les mains de nos dirigeants européens. C'est pourquoi, le mardi 22 octobre 2019, avec nos partenaires allemands, nous organisons devant le Parlement européen de Strasbourg un rassemblement de paysans et citoyens venus de toute l'Europe. Exigeons que la prochaine PAC soit enfin juste, saine et durable, pour servir l'intérêt général et non celui de l'agrobusiness. Rejoignez-nous !

« La plateforme Pour une autre PAC », c'est :

38 organisations paysannes, environnementales, de bien-être animal, de solidarité internationale et de citoyens-consommateurs. Ensemble nous portons une vision nouvelle pour la Politique Agricole Commune : juste, saine et durable.

Organisations paysannes :

Confédération paysanne, Fédérations des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural, Fédération nationale pour l'agriculture biologique - FNAB, MRJC, Réseau CIVAM - Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et Milieu rural, Terre de Liens, Terre et Humanisme, Union nationale de l'apiculture française – UNAF, AFAC-agroforesterie, Réseau national des espaces-test agricoles – RENETA

Organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal :

Agir pour l'environnement, Compassion in world farming France – CIWF, Fédération des Conservatoires d'espaces naturels, Fédération des parcs naturels régionaux, Fondation pour la Nature et l'Homme, France Nature Environnement, Générations futures, Greenpeace, Les Amis de la Terre, LPO, Réseau Action Climat, Welfarm, WWF

Organisations de solidarité internationale :

Peuples solidaires – ActionAid France, Agter, ATTAC, Comité français pour la solidarité internationale - CFSI, Ingénieurs sans Frontières - Agrista, SOL – Alternatives Agroécologiques et Solidaires, Réseau Foi et Justice Afrique Europe

Organisations de citoyen·ne·s - consommateur·rice·s :

Bio Consom'acteurs, Chrétiens dans le monde rural, Commerce équitable France, Générations Cobayes, Les amis de la Confédération Paysanne, Miramap, Slow Food, RESOLIS